

PREFACE

En octobre 1987, l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationale organisait une conférence sur le transfert international des armes classiques. Des experts et des membres du public intéressés par cette question ont participé à deux journées de discussion axées sur cinq thèmes généraux : la nature du commerce international des armes, les motivations qui poussent les États à fournir des armes, celles qui poussent d'autres États à en recevoir, le rôle du Canada dans le système et enfin, les perspectives et problèmes relatifs à la limitation du commerce des armes classiques.

Le présent rapport constitue le résultat des discussions. Même si chaque séance portait sur un sujet précis étroitement lié à l'un des cinq thèmes développés, ces dernières ont été souvent traitées sous divers formats tout au long des deux journées de discussion. C'est pourquoi nous n'offrons pas ici une récapitulation strictement chronologique des délibérations. La lecture trouvera dans le programme une liste des exposés présentés et à l'annexe I, une liste des participants.

C'est le gouvernement canadien qui a fourni le motif de la conférence. Dans l'une de leurs conclusions faites dans le rapport du Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada (le rapport Hockley-Simard), les sénateurs recommandaient au Canada de chercher à convaincre d'autres pays d'apporter « les propositions visant à instaurer un système international d'engagement des exportations et des importations d'armes et de munitions pour contrôler l'expansion du commerce des armes classiques » (3). En réponse à cette recommandation, le gouvernement a tenu l'intitulé « à nous plus avant, le concept d'un système international d'engagement et à assurer que les Canadiens sont bien informés ». Le présent rapport naît de cette volonté.